

## **Pour intervention à la journée contre la sélection à l'université organisée par l'ASES**

**À Paris, le 2018-01-20**

L'ANCMSP a pris position par trois fois au cours des derniers mois contre la généralisation à l'ensemble de l'enseignement supérieur de la « sélection ».

Nous défendons une autre vision de l'institution universitaire, de ses missions scientifiques, sociales et politiques comme nous défendons une autre vision de apprendre, "faire des études" et "faire des choix" pour sa vie. Nous défendons aussi que la réduction des inégalités sociales soit une priorité des politiques publiques.

De manière générale, nous considérons que ce projet de loi est socialement injuste, va aggraver les problèmes plutôt que les résoudre, a été fait dans la précipitation, et que sa mise en œuvre s'annonce catastrophique.

On ne reviendra pas dans notre intervention sur les enjeux de fond, nous partageons la plupart des avis exposés jusqu'à maintenant. Au risque de passer pour affreusement obtus ou corporatistes, nous allons jouer notre partition : celle de la lutte contre la précarisation du travail universitaire et de la défense des intérêts enseignant.e.s chercheur.e.s non titulaires.

On développera trois points relatifs aux conséquences possibles de la réforme, à ses conditions d'élaboration, et aux moyens d'action contre celle-ci.

Le premier point donc concerne les conséquences possibles de la réforme en matière de précarisation du travail universitaire.

Depuis au moins 20 ans les jeunes enseignant.e.s chercheur.e.s sont parmi les premières victimes des réformes côté enseignant.e.s. Ils et elles le seront à nouveau.

Qu'il s'agisse de gérer les admissions ou l'hypothétique propédeutique, les charges de travail vont augmenter et ce à moyens constants. Et le sale boulot va aussi augmenter plus fortement dans certaines UFR ou universités que dans d'autres qui n'ont pas voulu ou n'ont pas pu fermer leurs portes et qui seront, nous en sommes sûr.e.s, les moins dotées (ou les plus sous-dotées).

Or plus les tâches des enseignant.e.s chercheur.e.s titulaires augmentent, plus les précarisé.e.s récupèrent les tâches pédagogiques et administratives les moins nobles : au mieux en étant payé.e.s, souvent en ne l'étant pas ! Dit autrement : les précarisé.e.s sont la variable d'ajustement des universités qui, plus elles sont exsangues, plus elles font appel au travail rémunéré, sous-rémunéré ou gratuit des précarisé.e.s (jeunes chercheur.e.s mais aussi personnels administratifs et étudiant.e.s via le recours aux services civiques).

Enfin si on dézoome, on constate aussi que cette réforme est la énième étape d'une transformation de l'université qui ne prête aucune attention aux jeunes enseignant.e.s chercheur.e.s. La sélection fait figure de réforme malthusienne de l'université quand il y a besoin de moyens. Au lieu de créer des postes permettant de faire face à l'accroissement du nombre d'étudiantes et d'étudiants, le gouvernement choisit d'en limiter l'afflux à moyens constants. Le nombre de jeunes docteur.e.s (qualifié.e.s et

expérimenté.e.s) au seuil de l'université et de leur vie professionnelle ne faiblit pourtant pas! Pour la science politique nous estimions qu'il manquait 82 postes temps plein sur la base de notre enquête sur les taux d'encadrement par des titulaires et des précaires en 2016.

En bref : nous serions très heureusement surpris si l'attelage "réduction des moyens publics", "autonomisation" et "précarisation des personnels" se désolidarisait.

Venons-en à la manière dont la réforme a été discutée jusqu'ici en science politique.

Au-delà (et en fait en dépit) de la manière manifestement illégale de la mise en œuvre de la réforme, on ne peut être que frappés par le caractère discret et interstitiel des débats ouverts jusqu'ici. Nous constatons avec inquiétude que les abonnés de la liste de discussion de l'ANCMSP, qui rassemble pourtant une très large portion du personnel académique en science politique, sont restés très silencieux et cela malgré nos interpellations régulières. Nous regrettons aussi qu'à ce jour l'ANCMSP soit la seule organisation de la science politique à avoir pris publiquement position.

Or, la structuration d'une réflexion et de prises de positions communes sont indispensables à l'organisation d'une action collective, notamment pour permettre l'inclusion des personnels précaires à la mobilisation.

Nous appelons le personnel titulaire à tenir compte des enjeux de précarisation de leurs collègues petites-mains ; et nous insistons sur l'importance d'un soutien clairement affiché au niveau national et local pour permettre une mobilisation du personnel précaire pour lesquels les risques sont plus grands. Pour se battre pour des postes, pour se battre pour de meilleures conditions d'emploi et de travail, et pour se battre pour qu'existe une université à la hauteur de ses missions sociales, ce soutien est fondamental.

La question qu'il nous reste à débattre ici est celle de comment se battre.

La ligne d'action qui consiste à ne pas faire remonter les attendus, comme d'autres tentatives de résistances locales, ont fait l'objet de contournements, de pressions diverses et de passages en force.

Nos actions sont restées jusqu'à présent relativement inoffensives. Notre registre classique d'intervention, pétitions et tribunes dans les grands quotidiens nationaux, sont indispensables, notamment pour informer et mobiliser, mais il faut maintenant aller plus loin.

Le calendrier ne se referme pas demain ! Ça a été dit ici.

L'ANCMSP appelle à une mobilisation forte et pour cela nous voudrions que soit ouverte la réflexion autour d'autres modes d'action, pourquoi pas des états généraux de l'égalité, coordinations nationales... Nous proposons de réfléchir aussi la possibilité d'avoir recours à des formes de désobéissance unitaire comme des blocages ou des occupations, .... Occupations des circuits administratifs, des conseils d'administration, de lieux symboliques... C'est à réfléchir ensemble.... parce que l'organisation d'une mobilisation en actes, l'ouverture des hostilités, nous semble être le seul vrai enjeu de cette après-midi.